

Développer les compétences pour transformer l'Afrique

Pistes pour une collaboration entre la Chine, l'Afrique et le Groupe de la Banque mondiale

Alors que la Chine investit de plus en plus dans l'industrie légère et les services en Afrique, ces investissements pourraient largement contribuer à la transformation structurelle des pays africains en favorisant la création d'entreprises nationales de moyenne et grande taille qui seront compétitives sur les marchés mondiaux. Cette transformation exige des politiques publiques et un environnement des affaires favorables, mais aussi des investissements dans une éducation et une formation adaptées, comme le montre l'expérience de développement de la Chine ou encore celle d'autres pays d'Asie de l'Est.

L'absence de véritable vivier de main-d'œuvre qualifiée est un frein à l'accélération de l'industrialisation dans la plupart des pays africains. Plus les entreprises progressent dans les chaînes de valeur et mettent en place des systèmes de production plus complexes, plus ce problème devient aigu. Les entreprises nationales et internationales, y compris chinoises, opérant en Afrique sont pénalisées par la pénurie de main-d'œuvre professionnelle et qualifiée. Tandis que de nombreuses entreprises chinoises assurent une formation sur le tas, certaines sont obligées de faire venir des techniciens qualifiés de l'étranger pour combler les lacunes et préserver leur compétitivité et leur productivité. Nécessaire et importante, la formation délivrée dans l'entreprise ne parvient pas à réduire le déficit de qualifications dont souffrent de plus en plus les pays africains.

Pour développer les compétences d'une main-d'œuvre adaptée aux exigences du 21^e siècle, il faut établir des cadres stratégiques. La constitution d'un réservoir de main-d'œuvre qualifiée passe, en premier lieu, par l'amélioration de l'accès à

Au-delà de l'éducation, il faut systématiser la formation de qualité pour disposer d'une main-d'œuvre compétente.

une éducation de base de qualité. Mais s'ils veulent diversifier leur base industrielle, les pays doivent également tabler sur des compétences plus avancées, notamment dans les sciences appliquées, l'ingénierie et les technologies (ASET). Pour se doter des

compétences professionnelles nécessaires à sa propre transformation, la Chine a conjugué de lourds investissements dans une instruction de base de qualité à des investissements ciblés dans la formation professionnelle, l'enseignement supérieur, la science et les technologies.

Au-delà de l'éducation, il faut systématiser la formation de qualité pour disposer d'une main-d'œuvre compétente. Pour cela, il faut : a) introduire une formation axée sur les compétences ; b) adopter des cadres nationaux de qualification reposant sur des normes professionnelles validées par les employeurs ; c) favoriser la participation des employeurs à la certification des formations et les inciter à siéger dans les conseils d'administration des instituts de formation ; d) assurer la

Suite au verso ...

Compétences au service de l'emploi et de la productivité (STEP)

Le cadre STEP de la Banque mondiale identifie cinq niveaux du développement des compétences :

- 1 et 2 :** l'éducation de base dispense les compétences physiques et cognitives ;
- 3 :** les compétences professionnelles sont acquises tout au long de l'enseignement secondaire et postsecondaire, dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels, à travers des programmes d'apprentissage et grâce à la formation sur le tas ;
- 4 :** les compétences professionnelles et techniques de niveau supérieur, ainsi que l'innovation et l'esprit d'entreprise, sont en général dispensés par les établissements d'enseignement supérieur ;
- 5 :** pour exploiter ces compétences au service d'un emploi productif, il faut une adéquation entre l'offre et la demande et une main-d'œuvre mobile.

viabilité financière grâce au partage des coûts et l'implication des employeurs ; et e) prôner une utilisation efficace des finances publiques par des transferts aux instituts de formation en fonction de leurs performances. L'implication du secteur privé aux échelons stratégiques, sectoriels et institutionnels est une condition indispensable pour assurer l'adéquation des formations aux besoins des employeurs.

La Chine apporte une aide substantielle à l'éducation et à la formation dans les pays africains. Cette aide prend la forme de bourses d'étude dans les universités chinoises, en nombre important (elles sont passées de 1600 par an en 2006 à 6326 en 2011), de formations professionnelles dans divers domaines, de formations spécialisées délivrées par des experts chinois, de programmes de partenariat avec différents ministères et institutions, et de financements considérables en direction des infrastructures éducatives. Tout l'enjeu est d'obtenir une rentabilité maximale par rapport au niveau d'investissement et le plus d'impact possible dans les pays africains.

LA BANQUE CHINOISE DE DÉVELOPPEMENT MISE SUR LES COMPÉTENCES

En complément d'autres formes d'assistance de la Chine, la Banque chinoise de développement (CDB) a conçu un vaste programme de développement des compétences à travers, pour l'essentiel, des formations de courte durée qui recouvrent :

- une formation destinée aux cadres et portant sur un large éventail de thèmes abordés dans le programme ;
- des sessions conjointes de formation, organisées par le ministère du Commerce et la Banque mondiale et axées sur l'expérience de la Chine et la microfinance ;
- un programme pour les dirigeants d'entreprise, de niveau MBA, destiné en particulier aux femmes ;
- des bourses pour des étudiants en MBA et PhD dans les établissements chinois.

Les partenariats institutionnels peuvent, sur le long terme, renforcer les capacités. Les partenariats entre universités chinoises et africaines pourraient s'inspirer de l'expérience chinoise de transfert de connaissances en deux étapes. Les principaux établissements africains serviraient ainsi d'intermédiaires entre des partenaires chinois plus avancés et des établissements d'un même pays moins bien dotés en matière de capacités.

Les pays et les établissements africains se mobilisent pour combler le déficit de qualifications. L'Union africaine a porté un certain nombre d'initiatives, comme l'Université panafricaine, un réseau de centres d'excellence dans l'enseignement supérieur, le Plan d'action consolidé pour la science et la technologie en Afrique et le Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique. Toutes mettent l'accent sur les compétences au service de l'emploi et l'établissement de passerelles entre l'éducation, la formation et le secteur privé. Par ailleurs, 19 centres régionaux d'excellence spécialisés en sciences appliquées, ingénierie et technologies pour des secteurs prioritaires dans l'industrie, l'agriculture et la santé, sont opérationnels en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, grâce au soutien de la Banque mondiale. D'autres devraient voir le jour au titre de la phase II du projet pour l'Afrique orientale et australe. Le Sénégal, le Ghana, le Rwanda, le Mozambique, la République du Congo et la Mauritanie sont en train de remettre à plat leur stratégie d'enseignement et de formation techniques et professionnels pour adopter une méthode axée sur la demande et impliquer le secteur privé dans la conception et la réalisation des formations ainsi que dans la certification des programmes. La Banque mondiale appuie ces initiatives. ■

Partenariat pour le développement des compétences en sciences appliquées, ingénierie et technologies (PASET)

Le PASET est une initiative régionale visant à améliorer les compétences dans des secteurs prioritaires pour les pays africains, depuis la formation technique et professionnelle à la recherche appliquée en passant par l'enseignement supérieur. Il est le fruit d'une collaboration entre la Banque mondiale, des pays d'Afrique et des partenaires, parmi lesquels la Chine.

Une implication accrue de la Chine dans le PASET permettrait :

- d'étendre les travaux analytiques pour comparer les performances des universités africaines spécialisées dans les sciences appliquées, l'ingénierie et les technologies et partager l'expérience chinoise ;
- soutenir le Fonds régional d'attribution de bourses pour les étudiants de troisième cycle ainsi que les centres d'excellence régionaux, y compris pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels ;
- cofinancer les projets d'enseignement technique, professionnel et supérieur dans les pays africains.